

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Thomas Déri et Francis Dupuis-Déri, *L'anarchie expliquée à mon père*, Montréal, Lux, 2014

Judith Trudeau

Numéro 14, automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79414ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Trudeau, J. (2015). Compte rendu de [Thomas Déri et Francis Dupuis-Déri, *L'anarchie expliquée à mon père*, Montréal, Lux, 2014]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 246–249.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Thomas Déri et Francis Dupuis-Déri,
L'anarchie expliquée à mon père,
Montréal, Lux, 2014**

JUDITH TRUDEAU

*L'espérance d'une vie meilleure anime ma colère et même ma rage
contre les systèmes injustes ainsi que mon désir de continuer à parler
d'anarchisme
et à militer pour créer des espaces d'anarchie.*
Francis Dupuis-Déri

Pour certains, ce sera une mélodie de Ferré ou de Brassens, pour d'autres un système de valeurs, une idéologie, une utopie, une résistance de tous les instants, pour d'autres encore, ce sera un leurre, pis encore : le désordre. *L'anarchie expliquée à mon père* de Francis Dupuis-Déri se présente comme un dialogue entre deux protagonistes de générations distinctes dans lequel le fils répond aux différentes interrogations du père autour d'une définition dynamique de l'anarchie, en prenant bien soin d'éloigner les épouvantails souvent liés à ce système d'idées et de pratiques.

D'abord, loin de la violence et du chaos dénoncés par les relais médiatiques du système dominant, l'anarchie est sœur de la démocratie, au sens où le pouvoir, dans cette conception, appartient véritablement au peuple. Déri fils dénonce la démocratie représentative qu'il ramène à une aristocratie électorale où « l'élection est nécessairement un piège, puisqu'elle consiste à choisir des chefs qui vont gouverner en principe en notre nom, mais qui dans les faits vont détenir le pouvoir de nous imposer leur volonté » (p. 20).

L'anarchie des Proudhon, Bakounine, Thoreau, Louise Michel ou Emma Goldman implique la négation de la domination, de l'autorité, de la hiérarchie, de l'inégalité et prône la liberté, l'égalité, la fraternité dans une pratique d'autonomie, d'autogestion, de communisme anarchiste. Exit l'État et le capitalisme, sources de tous les maux. Il s'agit bel et bien d'un « ordre moins le pouvoir ».

... Et de tous types de pouvoir. Qu'il s'agisse de domination ou d'autorité. Francis Dupuis-Déri ne dresse pas de distinction entre ces deux façons d'exercer le pouvoir, l'une étant effectivement illégitime, l'autre, l'autorité, prêtant à discussion¹. Le pouvoir des parents qui éduquent et ceux des maîtres qui enseignent (pour ne donner que ces deux exemples) ont pu être remis en question

1 Pour ne donner que deux références: Jean-Vincent Holeindre (dir.), *Le pouvoir. Concepts. Lieux. Dynamiques*, Auxerre, Éd. des Sciences Humaines, 2014 et Gérard Mendel, *Une histoire de l'autorité*, Paris, La Découverte, 2002.

avec les écueils que l'on connaît. Après vingt ans de réforme pédagogique au Québec, dans un système scolaire où l'apprenant construit son savoir et crée sa religion, on en arrive effectivement à la limite d'un régime qui ne rend, en fin de compte, ni service aux étudiantes et aux étudiants en difficulté, ni aux garçons que l'on voulait sauver². Et que dire du passage du rôle de parent à celui de parent-ami où le commandement a fait place au dialogue, exaspérant parfois, de deux égos-rois qui négocient le temps à passer devant l'écran et l'heure du coucher...³

En accord avec cette volonté de dénuder les mécanismes de pouvoir afin d'en finir une fois pour toutes avec la domination, on peut cependant noter une tension dans la pensée de l'auteur entre l'appropriation des analyses foucaaldiennes en les associant à l'anarchisme (résister à la discipline sociale et à l'autodiscipline) et la façon archaïque de concevoir ce même pouvoir. En effet, seules les institutions semblent « posséder » le pouvoir de domination, d'oppression, d'exclusion et d'exploitation; les relations humaines n'en semblent pas investies d'office. Si le père soulève cette question fondamentale, le fils n'y répond pas. Comment imaginer une société idéale, sans pouvoir, sans hiérarchie entre hommes, femmes, jeunes, vieux, caucasiens, autochtones, immigrants, etc., en pensant que le racisme, le sexisme, le patriarcat, le pouvoir basé sur la force, les savoirs, le charisme seront *de facto* évacués, car en dehors de l'État et du capitalisme ? On peut penser à un monde alternatif bien sûr, mais l'auteur ne peut pas associer le mirage des forums sociaux mondiaux à la pratique de l'anarchisme. Sait-il qu'il y a des *alter*-forums puisque les premiers ont été jugés trop bourgeois, trop propres, trop savants, trop exclusifs pour l'ensemble des volontaires ? Sait-il qu'il y a déjà eu des viols sur le campement de Porto Alegre (2005)⁴? Sait-il qu'il y a eu des manifestations anarchistes contre le Forum social mondial à Tunis en 2013 ? Comment empêcher ce sectarisme d'opérer ? En le laissant libre ? En ayant un contrat fédérateur ? Les champions au Plateau et les autres à Laval ? Comment échapper à la phrase de Rousseau : « L'homme est né libre et partout il est dans les fers » ? Comment vivre librement et en société ? Comment faire société en évacuant l'histoire et la nation ? Comment, sinon en faisant table rase ? Ce qui nous amène aux querelles ontologiques.

L'homme est-il fondamentalement bon ? (Rousseau, Kant) Mauvais ? (Hobbes, Locke) Assoiffé de savoir ? Rationnel ? Perfectible ? Construit ? Quelle que soit l'idéologie, le rattachement à l'ontologie demeure le dernier rempart du dialogue. Et l'auteur le sait bien. C'est pour cette raison qu'il tentera d'échapper à cette question en laissant le champ libre, un peu à la manière du concept de « l'indécidable » de Jacques Derrida. Embrasser tous les possibles en ne

2 Lisa-Marie Gervais, « Étude: la réforme scolaire aurait nui aux garçons », *Le Devoir*, 5 février 2015.

3 Jacques Grand'Maison, *Quand le jugement fout le camp*, Montréal, Fides, 1999.

4 Ana Elena Obando, *Le sexisme au sein du Forum social mondial*, février 2005, <www.awid.org/Library/Le-sexisme-au-sein-du-Forum-social-mondial>.

chosifiant jamais, sauf dans l'élaboration d'un projet (ici, maintenant) où c'est par le dialogue que se concrétisera ledit projet: telle serait la liberté positive⁵ chez les libertaires. Ceci dit, « en général [...] c'est la socialisation telle quelle qui nous influence et encourage la prédominance de l'une ou l'autre de nos tendances (ontologiques) » (p. 53). L'homme semble donc fondamentalement construit...

Davantage que la volonté d'échapper à toute hiérarchie que sous-tendent les rationalismes et langages, c'est surtout certaines généralisations qui nuisent à ce dialogue père-fils autour de la définition d'un nouveau projet social. À titre d'exemple, les deux extraits suivants marquent une certaine faiblesse du raisonnement:

Or si l'État et la police sont composés d'individus égoïstes et individualistes, *ce qui est probable*, puisqu'il⁶ faut une personnalité ambitieuse, égoïste et égocentrique pour se hisser au sommet de la pyramide (p. 60).

[...] car les personnes qui posent leur candidature en prétendant vouloir servir la nation ou le bien commun *sont le plus souvent* égocentriques et *ont nécessairement* soif de pouvoir, de privilèges et de gloire (sinon, pourquoi aller en politique ?) (p. 145).

On ne peut donc s'inscrire dans un parti politique, aussi solidaire soit-il, qu'en cherchant prestige, pouvoir et gloire ? Je me demande bien ce que font Amir Khadir, Françoise David et Manon Massé⁷ à l'Assemblée nationale.

Pour conclure, si nous avons apprécié la forme, le dialogue rendant la réflexion sans linéarité comme si ce texte était lui-même le miroir de l'anarchie dans ses préceptes: sans chef et sans pouvoir hiérarchique (même s'il s'agit d'un père et de son fils), ce texte d'introduction nous semble insuffisant. Si les auteurs de base, les valeurs défendues, les querelles ontologiques ainsi que différentes typologies classificatrices y sont présentées pour comprendre ce que sous-tend l'anarchie d'hier, d'aujourd'hui et de demain, les événements historiques tels que la Commune de Paris et la guerre d'Espagne sont abordées dans l'optique d'un public initié⁸. Aussi, il semble difficile de réduire l'anarchiste au seul individu capable de réfléchir par lui-même et de refuser ce qui lui semble injuste. Les professeurEs qui ont dénoncé les injonctions pendant le printemps érable

5 Isaiah Berlin, *Éloge de la liberté*, Paris, Calman-Lévy, 1988. Le concept de la « liberté positive » ou la liberté des Anciens sera d'ailleurs une des différences majeures entre les anarchistes dits de gauche et les anarcho-capitalistes.

6 Je souligne.

7 Manon Massé, *Faire du ou de la politique autrement au parlement et dans la rue*, Université populaire des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, Forum social des peuples, Ottawa, vendredi 22 août 2014.

8 Le livre de Normand Baillargeon, *L'ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme*, édité chez Lux (Montréal) en 2004, nous semble mieux répondre aux exigences d'une introduction à ces idées politiques.

sont-ils tous anarchistes ? Ce qui nous semble finalement le plus déroutant si, comme le dit si bien l'auteur, « l'anarchie est le communisme bien compris par le partage du bien commun, la mise en commun des ressources et du pouvoir » (p. 204), c'est l'absence de réflexion sur la transition souhaitée entre notre mode capitaliste soutenu par des transnationales et des États et l'idéal de l'anarchie ? Si les anarchistes représentent « une image du futur », comment passer du présent au futur ? La révolution permanente est-elle un projet de société ?

**Thierry Pardo, *Une éducation sans école,*
Montréal, Écosociété, 2014**

WILFRIED CORDEAU

Dans nos esprits contemporains, l'éducation, c'est l'école. Voilà un état de fait apparemment incontestable. À tel point qu'on oublie souvent que c'est là le fruit de luttes sociales historiques contre un régime élitiste qui avait notamment pour effet de confiner une partie importante de la population dans l'ignorance ou la marginalité. Donner à toutes et à tous (enfants, adultes, garçons et filles) accès aux valeurs et aux connaissances communes et les préparer à la vie socialement souhaitée résulte d'un choix collectif que l'on revisite, il est vrai, très ou trop rarement.

Pourtant, ce choix est encore jeune au Québec, où l'Église catholique et les forces conservatrices ont longtemps opposé au projet d'un système d'éducation public, laïque et obligatoire la liberté et le droit de la famille d'élever les enfants dans la tradition chrétienne, sous l'œil bienveillant de l'Église. Mais la modernisation de la société québécoise était à ce prix, et la démocratisation des savoirs a eu raison de l'historique responsabilité parentale. Obligatoire, l'école moderne s'est donc imposée sous la forme d'un monopole, d'un modèle unique servant de réponse sociale à un défi contemporain, mais à travers une solution fordiste : l'institutionnalisation de l'accès aux savoirs, de la socialisation, de la qualification. En une cinquantaine d'années, la société québécoise – en mouvance par ailleurs, grâce et avec l'appui de celui-ci – a donc accepté ce modèle comme une évidence, voire une fatalité.

Or, en quête d'un nouveau modèle d'éducation davantage en phase avec son projet social et démocratique, la gauche se heurte régulièrement à cette fatalité, qu'elle peine à revisiter, à remettre en perspective. En réponse à la mondialisation (et à l'uniformisation) des économies et des cultures, à la dérive utilitaire et marchande des institutions et des infrastructures du savoir et de la connaissance, à l'assujettissement des systèmes éducatifs à la formation de la main-d'œuvre spécialisée, la société québécoise pourrait-elle aujourd'hui se permettre d'opposer la désétatisation, sinon la désinstitutionnalisation de l'éducation ? Ce n'est généralement pas en ces termes que cette question est